

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE

LILLE, le 28/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **C.H.R.U. de Lille**

5 Avenue Oscar Lambret  
59037 LILLE

Références : Blanchisserie du CHRU\_RAPVI\_007002611\_20221212  
Code AIOT : 0007002611

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2022 dans l'établissement C.H.R.U. de Lille implanté rue Van Hende 59000 LILLE. L'inspection a été annoncée le 23/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- C.H.R.U. de Lille
- rue Van Hende 59000 LILLE
- Code AIOT : 0007002611
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Blanchisserie Centrale Hospitalière de Lille est l'un des établissements non cliniques du Centre Hospitalier Régional Universitaire (CHRU) de Lille. Sa vocation est d'assurer un service rapide et de qualité qui commence par la collecte du linge sale jusqu'au retour du linge propre dans les services et les établissements de soins du CHRU de Lille.

La blanchisserie centrale hospitalière de Lille traite le linge hospitalier du CHRU de Lille. La production de linge propre s'effectue selon les étapes suivantes : réception du linge sale, triage, lavage en continu puis essorage, lavage aseptique en cas de besoin, séchage, repassage et pliage, distribution et expédition de linge propre.

La visite d'inspection a été réalisée en 3 temps. Un premier temps d'échange autour du projet de la blanchisserie de basculer de l'utilisation de l'eau potable à de l'eau industrielle. Un second temps en salle de vérification documentaire et un troisième temps de visite des installations.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Surveillance des rejets aqueux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Respect des valeurs limite d'émissions dans les rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 01/02/1984, article 6.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Transmission des résultats d'autosurveillance à l'inspection	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 56	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Rétentions	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 25	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Volume de prélèvement des eaux	Arrêté Préfectoral du 01/02/1984, article 6.2.5	/	Sans objet
5	Surveillance	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 56	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater un certain nombre de situations non-conformes. La capacité de progression sur l'application de la réglementation ICPE est importante.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Volume de prélèvement des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/02/1984, article 6.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Volume de prélèvement des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les quantités d'eau consommée par chacun des secteurs d'activité devront être connues exactement. A cet effet chaque alimentation sera pourvue d'un compteur volumétrique. Les relevés seront effectués périodiquement, au moins chaque fin de semaine, et consigné sur un registre.
<b>Constats :</b> Les eaux proviennent d'un seul point de prélèvement.  Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a fourni un tableau issu d'un registre informatisé sur lequel figure les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- la date</li><li>- le relevé d'index</li><li>- la consommation journalière.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Respect des valeurs limite d'émissions dans les rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/02/1984, article 6.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux résiduaires seront rejetées dans le réseau public d'assainissement. [...]. Le déversement des effluents ne devra pas nuire ni à la conservation des ouvrages, ni à la gestion du réseau.  Voir ci-dessous les VLE imposées par le gestionnaire du réseau.
<b>Constats :</b> A l'issue de la visite d'inspection l'exploitant a fait parvenir au service de l'inspection de l'environnement :  - le rapport LDAR n°H_ER 225346 - prélèvement du 26/10/2022 au 27/10/2022; - le rapport LDAR n°H_ER 22.5504 - prélèvement du 07/11/2022 au 08/11/2022 ;  Les résultats du prélèvement du mois d'octobre présentent de légers dépassements sur les paramètres : - température (35,5 °C > 30 °C) ; - pH (9,5 > 8,5) ; - Azote Kjeldahl (NKT) (18 mg/l > 15 mg/l).  Les résultats du prélèvement du mois de novembre présentent un léger dépassement sur le paramètre : - pH (8,8 > 8,5).  En outre l'exploitant a fourni deux tableaux informatisés reprenant les résultats d'autosurveillance pour les années 2021 et 2022. Ces tableaux présentent de nombreuses données de pH qui sont supérieures à la borne supérieure autorisée.
<b>Observation n°1 :</b> L'exploitant fournira sous un mois à l'inspection de l'environnement une note expliquant l'origine des nombreux dépassements de pH dans ses rejets aqueux et le plan d'action mis en place ou qu'il mettra en place pour se conformer à ses obligations réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 56
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif sur une durée de vingt-quatre heures.</p> <p>Voir tableau en ligne Débit  [...]</p> <p>Autre substance dangereuse identifiée par une étoile à l'article 37-5</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 2 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station</li> <li>- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 2 g/j pour les rejets dans le milieu naturel</li> </ul> <p>(1) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.</p> <p>(2) La mesure du paramètre AOX ou EOX n'est pas nécessaire lorsque plus de 80 % des composés organiques halogénés sont clairement identifiés et analysés individuellement et que la fraction organohalogénée non identifiée ne représente pas plus de 0,2 mg/l.</p> <p>Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.</p> <p>Les résultats des mesures sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection l'exploitant a présenté deux tableaux informatisés présentant les résultats des mesures d'autosurveillance dans les effluents aqueux.</p> <p>Ces 2 tableaux montrent que les mesures des paramètres suivants sont mesurés mensuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH ;</li> <li>- Température;</li> <li>- Débit ;</li> <li>- Matières en suspension ;</li> <li>- Demande chimique en oxygène (DCO) ;</li> <li>- Demande Biochimique en Oxygène pendant 5 jours (DBO5) ;</li> <li>- Phosphore total ;</li> <li>- Azote total Kjeldahl ;</li> </ul> <p>La fréquence de surveillance des paramètres dans les effluents aqueux est conforme aux prescriptions imposées à l'exploitant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Transmission des résultats d'autosurveillance à l'inspection**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 56
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les résultats des mesures sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées. Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant ne transmet pas les résultats de l'autosurveillance qu'il met en place via GIDAF (l'outil de déclaration et d'exploitation des données d'autosurveillance pour les industriels, les services de l'inspection et les agences de l'eau).
<b>Observation n°2 :</b> l'exploitant doit renseigner régulièrement l'outil GIDAF pour transmettre ses résultats de mesures d'autosurveillance à l'inspection des installations classées. L'exploitant actualise l'outil en enregistrant les données des trois dernières années.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</li> </ul> <p>II. - La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et, pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p> <p>III. - Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche. Les aires de dépotages sont équipées de façon à pouvoir recueillir les matières répandues accidentellement, de façon que le liquide ne puisse s'écouler hors de ces aires.</p> <p><b>Constats :</b> La visite d'inspection a permis de constater que les produits suivants étaient stockés hors rétention. L'exploitant a justifié cette situation par un différend avec son fournisseur de produits lessiviels.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- OZONIT SUPER : 1000 litres ;</li> <li>- ADVACARE EMULSION : 2000 litres ;</li> <li>- HYGENIL ALCA : 1000 litres ;</li> <li>- HYGENIL CHLORINE : 800 litres ;</li> <li>- ULTIMATE MINERAL : 400 litres ;</li> <li>- SOFTENIT BLUE : 400 litres.</li> </ul> <p>Cette situation présente un écart par rapport aux prescriptions applicables. Il s'agit d'une non-conformité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



**N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Disposition des moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :  [...]  - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.  [...]
<b>Constats :</b> La visite d'inspection a permis de constater qu'à de nombreux endroits du site de l'exploitation, les accès aux moyens de lutte contre les incendies étaient obstrués par des objets mobiles, des chariots voir des éléments immobiles.  La visite d'inspection a permis de constater une localisation inadaptée des moyens d'extinction au niveau de la zone de lavage. Cette zone a fait l'objet d'une modernisation avec l'ajout de chaudières individuelles à gaz. Pour autant la stratégie d'extinction n'a pas évolué suite à cette modernisation et est inadaptée aux nouveaux risques.  Globalement, la localisation des moyens d'extinction est ancienne et n'a pas évolué suite aux évolutions qui ont eu lieu sur le site d'exploitation. Elle est inadaptée au processus de lavage actuel.
<b>Observation n°3 :</b> L'exploitant doit actualiser la localisation des moyens d'extinction pour l'adapter aux installations et au processus de lavage actuel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

Secrétariat général  
Direction de la coordination  
des politiques interministérielles  
Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement  
Réf : DCPI-BICPE/[ ]

**Arrêté préfectoral mettant en demeure le centre hospitalier régional de Lille  
de respecter les dispositions de l'arrêté d'autorisation du 1<sup>er</sup> février 1984  
pour son établissement rue Van Hende à Lille (59000)**

Le préfet de la région Hauts-de-France,  
préfet du Nord

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-8, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 30 juin 2021 portant nomination du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord, M. Georges-François LECLERC ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2340 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1<sup>er</sup> février 1984 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 août 2015 imposant au centre hospitalier régional universitaire de Lille des prescriptions complémentaires pour la mise à jour administrative de la blanchisserie centrale hospitalière située à Lille ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2021 portant délégation de signature à Mme Amélie PUCCINELLI, en qualité de secrétaire générale adjointe de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du [ ] du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par **courrier/courriel** du [ ] ;

**Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du [ ] ;**

**OU**

**Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet susvisé ;**

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite d'inspection du 12 décembre 2022, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté le stockage de produits susceptibles de créer des pollutions des eaux ou des sols hors rétention ;
2. ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 susvisé.

Sur proposition de la secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

### Article 1 – Objet

Le centre hospitalier régional de Lille, dont le siège social est situé 5 avenue Oscar LAMBRET à Lille (59000), ci-après dénommée l'exploitant, est mis en demeure dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, pour le site qu'il exploite rue Van Hende à Lille (59000) de respecter les dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 susvisé qui précise que tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention.

### Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 4 – Décision et notification

La secrétaire général de la préfecture du Nord est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de Lille ;
- du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de Lille et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans le Nord (<https://www.nord.gouv.fr/Politiques-publiques/Prevention-des-risques-naturels-technologiques-et-miniers/Informations-generales-sur-les-risques/La-prevention-des-risques/Prevenir-les-risques-technologiques/Installations-classees-pour-la-protection-de-l-environnement-ICPE/Installations-industrielles/Mises-en-demeure/Mises-en-demeure-2022>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale adjointe

Amélie PUCCINELLI